

LA FORMATION TOUTE AU LONG DE LA VIE UN POINT DE VUE EDUCATIF

Par

Stefano Vitale *

Vice-président FICEMEA

Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active

Secrétaire Commission Europe Ficemea

Membre Presidium EAICY

2011

Un préambule..

Education tout au long de la vie : de quoi s'agit-il ?

- *s'agit-il d'un slogan et donc à quelle réalité ce concept renvoie-t-il ?*
- *s'agit-il d'une simple adaptation à l'emploi et donc quels sont ses contenus ? S'adressent-ils à l'individu, au citoyen, au travailleur ?*
- *s'agit-il d'un droit ? Cela pose la question de la garantie d'accès à l'éducation :*

. accès à l'éducation initiale depuis la plus petite enfance

. accès à une éducation initiale complète permettant l'acquisition d'une culture générale large incluant la culture professionnelle

. accès à une éducation permanente qui justifie le terme d'éducation tout au long de la vie.

Education tout au long de la vie se croise avec la notion de éducation permanent et aussi avec l'histoire de l'éducation populaire, mais aussi avec les question du travail et du travail social en particulier...

Au delà de la formulation très générale, le problème c'est la traduction concrète qui en est faite :

- développer les compétences pour l'employabilité plutôt que la culture globale
- développer les incitations y compris financières pour accéder au marché de l'éducation plutôt qu'un droit effectif garanti notamment par le service public
- aller vers une soumission aux besoins économiques à court terme définis par les employeurs plutôt que l'ouverture sur le monde, les différentes cultures....

Education et formation

D'abord il faut distinguer entre éducation et formation.

L'éducation fait partie de vie. Elle est une des composantes de la personne tout au long de la vie. La formation est une partie de l'éducation, c'est un moyen au service de l'éducation, c'est un dispositif qui donne un sens à l'éducation et qui révèle le cadre d'un choix culturel et politique.

Le problème est de savoir si la formation doit dominer l'éducation ou si, au contraire, c'est l'éducation qui doit avoir une position privilégié.

A mon avis, la première solution contient le risque de la marchandisation de l'éducation et de la réduction de l'éducation à des critères de rentabilité et de employabilité soumis au mythe de la « compétence ».

Par contre si on attribue à l'éducation tout court la primauté, le risque est l'autoréférentialité, la soumission à des idéologies et à des positions démagogiques. La formation doit s'intégrer à l'éducation et avoir un projet culturel et politique clair qui peut être « alternatif ». Il faut que la formation soit reliée à la vie réelle, aux besoins concrets et devienne un moyen pour comprendre et transformer la réalité, sa vie et modifier l'éducation.

Finalités et auteurs du travail

Mais un nouveau paradigme du travail se dessine et nous n'avons pas toujours conscience de cette métamorphose. Les temps de production sont fragmentés et très divers, la qualité du travail varie pour ce qui concerne le contenu, le processus et la finalité du travail. Et ça valable à plus forte raison dans le cadre de la crise économique actuelle.

La production a été traditionnellement identifiée, au travail salarié. Et beaucoup de sociologues (Baumann, Beck,) nous disent que le « modèle fordiste » du travail n'est plus dominant. Et on le voit bien à l'époque de la « globalisation » du travail qui nous traverse. Le capital et le travail étaient très liés et se produisait une « mentalité » du travail à long terme. La sécurité du travail est importante et ambiguë en même temps : la routine rend « faible », mais est un élément de protection.

Aujourd'hui la situation est changée : l'élément fondamental est donné par la mentalité du travail à court terme. Le slogan du moment est « souplesse » (flexibilité) qui détermine une condition d'incertitude liée à son tour à une structure de la société « individualisée ». Le Capital a besoin de bouger très rapidement pour se globaliser : il veut être « libre », « léger », « déraciné ». Et la politique dévient le terrain où on se joue un match entre la vitesse du mouvement du Capital et sa capacité, pour les pouvoirs locaux, de ralentir ce mouvement. Le Capital est mobilisé pour créer surtout des consommateurs.

Dans cette nouvelle situation le travail politique, le travail culturel, le travail social, le travail de recherche, lorsqu'ils n'ont pas une dimension mercantile, ne sont pas considérés comme des activités productives.

Le profit est le seul indicateur de l'efficacité de la production, au-delà de toute réflexion concernant plaisir, bonheur et stabilité des individus. La mesure de l'efficacité de la production est liée à sa rentabilité et, seulement de manière secondaire, à l'effort de celui qui la produit. La qualification est de plus en plus provisoire et le processus plus fréquent est celui de la déqualification.

La compétence - et qui pourrait être contre la compétence? - est à renouveler de manière incessante, et souvent les perdants sont les travailleurs qui se retrouvent "incompétents" à la suite de décisions qui leur sont étrangères.

L'éducation tout au long de la vie doit redécouvrir le goût de la créativité du travail et de la vie sociale. Bien différente est la formation comme moyen pour une simple « accumulation » (pas toujours efficace) des compétences techniques de la formation qui vise la personne engagée dans « la construction d'un autre monde possible », comme on disait il y a quelques années.

La production et l'éducation

Les relations entre production et éducation sont multiples à l'intérieur des structures productives et éducatives.

La production dans le processus éducatif appartient à l'histoire de l'éducation, notamment à celle de la pédagogie active. Psychologues et pédagogues se sont toujours rendus compte de l'importance, pour les enfants et les jeunes, d'associer la réflexion à la production. Mais cette perspective était, pour eux, éducative et non pas mercantile. Anticiper la formation professionnelle ou introduire le travail selon la logique du marché dès la période scolaire, serait réduire les chances éducatives des nouvelles générations. La production à finalité éducative est ce qui permet aux élèves de construire leurs connaissances à travers les manipulations propres à toute action productive, dans la recherche théorique et empirique, et dans l'évaluation qualitative de leur production.

L'innovation sociale est aussi un aspect de cette production. La réduction de l'innovation a ses aspects purement technologiques, a ses racines dans des formations initiales peu intéressées à la production de biens sociaux à travers l'éducation.

La production comme création est à promouvoir dans l'éducation, comme dans la formation des adultes. Cette approche comporte des critères d'évaluation tout à fait différents de ceux qu'on utilise pour apprécier l'éducation. Création, créativité, générosité sont étroitement liées, mais l'évaluation formelle se juxtapose souvent à ces dimensions importantes pour la recherche et la production. Une formation initiale attentive à la création, à la créativité et à la générosité permettra de mieux résister aux formations professionnelles ultérieures qui, au nom de l'efficacité productive, se transforment rapidement en dressage plus ou moins continu.

L'Éducation des adultes a ses racines dans les luttes politiques, culturelles, sociales du mouvement des travailleurs et des citoyens. Nous, aux CEMEA, nous connaissons bien le lien avec l'éducation populaire. Dans cette tradition, l'éducation des adultes, tout au long de la vie, doit faire partie d'un projet d'éducation permanent et non seulement d'un projet de formation « technique ».

Il ne faut pas oublier que l'éducation des adultes est un moyen d'égémonie : politique et culturelle. Et ce deuxième aspect est fondamentale pour la lutte des mouvement d'éducation populaire.

L'histoire nous a appris que il y a une difficulté à prendre vraiment en charge les expressions réelles de l'éducation des adultes des pays pauvres. Et pour ne pas tomber dans une perspective « éducation- gestion- dressage » il faut tenir bien haute la spécificité d'un projet politique et culturel plus global.

L'éducation des adultes a contribué à développer deux directions importants :

- 1) éviter formes de discrimination et de marginalisation (à travers la formation) ;
- 2) contribuer à un control socio-culturel.

Il y a donc une ambiguïté qui il faut, a notre tour, contrôler. La demande de formation est de plus en plus important, surtout de la part de nouveaux pays industrialisés du tiers monde et cette demande est « de personnel compétents » : on a faim de « technologie et technique ».

Le risque est que dans très peu de temps on assistera à une homologation des processus et des produits de l'éducation des adultes. Il ne s'agit pas de défendre l'autarcie ou, pire, la pauvreté, mais de promouvoir des échanges de formation des adultes de type égalitaire entre pays du Nord et du Sud.

Ettore Gelpi, qui est mon maître sur ce terrain et qui était aussi Secrétaire de la FICEMEA et qui à travaillé long temps avec l'Unesco, disait que « la coopération au sens de mouvement des personnes est un phénomène très positif. Il est très important que les personnes bougent. Mais dans ce cas la coopération doit se fonder sur la réciprocité et le transfert de toutes les compétences, et non, comme le disait mon ami sénégalais Sally N'Dongo, récemment disparu, "lorsque vous venez chez nous, vous êtes des experts, lorsque nous allons chez vous, nous sommes des immigrants". Il faut sortir du système de coopération Nord-Sud engendrant une dépendance croissante et rechercher une équité dans les échanges. S'il n'y a pas les conditions pour un développement de la production et de la distribution de produits locaux, les transferts de technologies et de services n'ont pas grande signification. Les TIC sont le résultat d'un ensemble d'activités humaines qui ne peuvent être systématiquement brevetées par les pays du Nord. Le savoir scientifique est formé de l'accumulation de l'ensemble des savoirs de l'humanité, et, par conséquent, il appartient à l'ensemble de l'humanité. »

Il est donc nécessaire, et les associations d'éducation populaire puissent jouer leur rôle, de construire des projets de formation à partir des problèmes concrets liés aux forces sociales et culturelles des pays. Dans cette direction, la présence du secteur publique est fondamentale pour garantir un cadre de égalité et de démocratie internationale.

Technologies de l'information et de la communication

Par définition, l'homme est novateur. La technologie renvoie à cette fonction de création propre à l'homme. Mais il faut remarquer, comme disait toujours Ettore Gelpi, que les technologies dont nous parlons procèdent toutes d'une origine militaire, qu'il s'agisse de l'ordinateur, d'Internet. Ce n'est qu'ensuite que le monde civil se les ait appropriées. Seule la guerre paradoxalement a stimulé des nouvelles technologies de communication utilisées ensuite par l'éducation.

Dans l'espace-temps de type militaire, elles ont été d'abord mises en oeuvre dans une optique hiérarchique et linéaire. Les utiliser dans une autre optique est évidemment possible, mais relève d'une volonté. L'exemple de l'usage d'Internet par le sous-commandant Marcos dans la province du Chiapas au Mexique montre qu'il est possible d'utiliser les TIC dans le souci de permettre à une communauté autochtone, jusqu'à présent réduite au silence, de s'exprimer au niveau planétaire

La réponse à la question est donc contradictoire. Selon les situations, la façon dont elles sont utilisées, les TIC peuvent constituer ou non des leviers de transformation et de progrès. Si on analyse les systèmes éducatifs par exemple, il ont souvent joué un rôle de colonisation et de domination, et parallèlement un rôle de libération par l'accès à la connaissance et à la formation.

Plus largement quand on évoque la question de l'alphabétisation à l'échelle de la planète, (il y a à l'heure actuelle un milliard de personnes analphabètes, et, faute d'accès à l'école primaire de millions d'enfants, l'avenir ne sera pas meilleur), la question d'un usage potentiellement utile des technologies s'impose d'évidence.

Globalisation et travail

La globalisation rend difficile la cohérence du parcours qui comprend formation initiale, formation professionnelle, orientation, travail, (dans un cadre de formation tout au long de la vie) notamment dans les pays périphériques. La déstructuration de la culture, comme l'a montré Serge Latouche, rend ce parcours encore plus contradictoire.

Dans les pays du Nord, pour la majorité de la population une partie des interlocuteurs est bien définie: ceux qui sont en demande de formation technologique, linguistique ou de communication. Les activités de formation dans ces pays sont souvent bien articulées avec l'information sur le travail et la formation, qui permet aux travailleurs en poste et, dans certains cas, même aux chômeurs de s'orienter rapidement pour ce qui concerne les possibilités de travail et les nécessités de formation. Dans les pays du Sud, où il y a coexistence du travail pré-industriel, industriel et dans certains secteurs post-industriel, il est très difficile de préciser les futures nécessités de travail et de formation.

Le danger, comme on l'a vu, est dans l'éducation qui ne vise que des objectifs professionnels (dans des formations souvent très courtes) sans aucune préoccupation culturelle. A ce propos les associations d'éducation populaire peuvent jouer un rôle important. Dans les pays du Sud on se limite souvent à des formations pour l'alphabétisation (ou à une colonisation technologique) sans que les populations soient impliquées dans le contrôle de ressources matérielles et culturelles, sans références à la vie quotidienne. Et là aussi les associations d'éducation ont des cartes à jouer aussi pour dénoncer les ambiguïtés de la formation tout au long de la vie et développer ses contradictions dans une perspective nouvelle.

Pour les CEMEA, la formation doit être active et viser à créer des situations où la personne puisse prendre conscience du monde qui l'entoure, de ses possibilités et de le modifier dans la direction d'un progrès individuel et social. Donc l'éducation et la formation ne sont pas un moyen pour « gérer les crises », mais un enjeu pour l'élaboration de la pensée critique. Et la possibilité de choisir des pistes de formation nouvelles doit être un droit « tout au long de la vie ».

Pour un cadre commun en Europe : une proposition des CEMEA pour l'Institut Européen de l'Education.

Depuis 2008, les CEMEA France avec les CEMEA du Piémont, l'associazione de Prague NIDM et les partenaire espagnoles de l'Escuela Publica de Animacion y Educacion de Madrid et la Coordinadora Infantil Y Juvenil de Vallecas ont travaillé à la définition d'une plateforme européenne pour la valorisation de l'Education Non Formelle.

L'éducation non formelle représente un terrain important pour le renouvellement de nos projet et conception sur le terrain de l'éducation toute au long de la vie. Et a est valable soit pour l'action éducative, culturelle, politique que pour les question de la formation.

Il ne s'agit pas de fixe l'action dans un cadre rigide, mais de trouver et appliquer des références communes qui permettrons soit un plus grande mobilités pour les animateurs, les éducateur, les formateurs, les enseignants soit un échange théorique et pratique plus intense et réfléchié.

Le projet, partie avec 4 pays, continue et plus de 10 pays se sont reconnue dans le projet et dans la proposition de la Plateforme, qui repensent un cadre commune qui peut orienté l'action de chaque réalité. La Ficemea et Eaicy ne sont pas directement impliqué mais c'est aussi grâce au travail de réseau internationale que les idées peuvent épanouir.

C'est important de partir encore une fois du cadre europeenne.

Et notamment nous situons notre projet dans le cadre des trois définitions, éducation formelle, éducation non formelle, éducation informelle qui contribuent à l'éducation globale.

Formal learning is purposive learning that takes place in a distinct and institutionalised environment specifically designed for teaching/training and learning, which is staffed by learning facilitators who are specifically qualified for the sector, level and subject concerned and which usually serves a specified category of learners (defined by age, level and specialism). Learning aims are almost always externally set, learning progress is usually monitored and assessed, and learning outcomes are usually recognised by certificates or diplomas. Much formal learning provision is compulsory (school education).

Non-formal learning is purposive but voluntary learning that takes place in a diverse range of environments and situations for which teaching/training and learning is not necessarily their sole or main activity. These environments and situations may be intermittent or transitory, and the activities or courses that take place may be staffed by professional learning facilitators (such as youth trainers) or by volunteers (such as youth leaders). The activities and courses are planned, but are seldom structured by conventional rhythms or curriculum subjects. They usually address specific target groups, but rarely document or assess learning outcomes or achievements in conventionally visible ways.

Informal learning: from the learner's standpoint at least, this is non-purposive learning which takes place in everyday life contexts in the family, at work,

during leisure and in the community. It does have outcomes, but these are seldom recorded, virtually never certified and are typically neither immediately visible for the learner nor do they count in themselves for education, training or employment purposes. APEL systems are one way in which the outcomes of such learning can be made more visible and hence open to greater recognition.

Ces trois dimensions ont des interactions et des espaces communs. Elles ont leurs spécificités et contribuent, ensemble à l'éducation globale de chacun.

1. L'éducation non formelle est un droit, l'égalité de tous face à ce droit doit être garantie pour permettre le libre choix et favoriser l'expression d'un plaisir personnel.
2. L'éducation non formelle, selon notre conception éducative doit permettre et contribuer à l'accès à l'autonomie et la socialisation des personnes, à la participation à la vie sociale, au processus d'émancipation personnelle, à la lutte contre toutes les exclusions. Elle ne doit pas aggraver les inégalités face aux loisirs, à la culture.
3. Elle doit renforcer le principe du respect de chacun, animateurs et participants.
4. L'éducation non formelle doit être reconnue comme élément constituant de l'éducation de toute personne.
5. Elle doit être soutenue par les institutions et les pouvoirs publics au sein de la société. Elle ne doit pas être abandonnée à la logique du marché.
6. L'éducation non formelle a des valeurs et des spécificités éducatives propres, elle est porteuse de transformations sociales et sociétales.
7. L'éducation non formelle concerne tous les publics, pas seulement une population spécifique ou en difficulté. Elle n'est pas un supplément accessoire.
8. L'animation dans l'éducation non formelle doit être reconnue à part entière. La valeur et la dignité professionnelle des animateurs doivent être reconnues. Elle est portée par des professionnels qui doivent être valorisés dans leurs compétences d'acteurs éducatifs et sociaux, d'initiateurs de projet, de techniciens et de pédagogues de domaines d'activités ou de disciplines, de créateurs d'espaces d'engagement et de réseaux pour la participation d'animateurs volontaires.

9. La qualification des animateurs professionnels et volontaires est un élément indispensable pour la qualité éducative des actions en direction des publics.

Mais ne suffit pas de déclarer des principes. C'est fondamental mais il faut aussi proposer des éléments opérationnelles pour rendre concret la qualité éducative qui est derrière les action en vue de l'éducation toute au long de la vie qui **peuvent se développer a partir de l'Education Non Formelle.**

Notre conception de la qualité éducative des actions et des formations dans l'éducation non formelle.

La qualité éducative est le résultat de la mise en œuvre des points suivants :

1. Définition d'objectifs pour l'action ou la formation

L'action de ENF doit s'inscrire dans un projet planifié, explicité et concret

2. - Ancrage de l'action ou de la formation dans le tissu social, éducatif, culturel du contexte.

Adéquation entre les contenus et les attentes, lecture des besoins des acteurs et des réalités du terrain

3- Inscription dans la durée

Un projet d'ENF n'est pas un « spot », mais doit s'inscrire dans le quotidien et avoir une « stabilité » dans le temps.

4. Transférabilité de l'expérience, de l'action éducative

Les actions d'ENF doit avoir un « impacte » avec la réalité et s'inscrire dans un processus de développement culturel, sociale et personnelle.

5. Participation et association des publics, prise en compte de ses besoins

L'ENF se fonde sur la participation active des personnes a sa propre éducation

6. Dimension interdisciplinaire, transversalité et globalité de l'activité

Apprendre à construire et élaborer des connections entre les savoirs et les apprentissages : penser globalement, agir localement

7. Utilisation de méthodes d'éducation actives

Une pédagogie favorisant le travail en petits groupes, la participation de chacun, la pédagogie de projet, l'auto éducation

8. – Unité de théorie et pratique dans l'action de l'ENF

Organisation et répartition des contenus entre apports théoriques, réflexions et pratiques d'activités, intégrant des analyses de pratiques et interaction entre réflexion et expérience.

9. Existence d'une diversité culturelle dans l'action ou la formation

L'ENF est ouvert à tous , favorise et reconnaît l'expression des différentes point de vue et lutte contre les discriminations pour l'affirmation de l'interculturel

10. Présence d'une explicite considération et application de l'égalité des chances entre hommes et femmes

Prise en compte dans les projets d'action ou de formation de l'éducation au genre et de la sensibilisation à la déconstruction des stéréotypes sexués.

11. L'ENF comme espace d'éducation permanent pour la « durabilité » de la planète.

Prise en compte des enjeux du développement durable dans toutes les actions pour expérimenter et mettre en acte la responsabilité individuel et collective.

12. - Mise en pace d'un processus d'évaluation de l'action.

L'évaluation n'est un jugement mais une forme de réorganisation des savoirs, des apprentissages, des expériences pour la réélaboration des nouveaux projets des acteurs.

13. Dimension européenne de l'ENF

Inscription de l'action ou de la formation dans les enjeux du contexte européen pour la construction d'un Europe sociale de la culture.

La proposition est donc de faire si que l'IEEF puisse accueillir cette plateforme, l'intégrer dans ses perspective et travailler sur le plan théorique et pratique pour sa diffusion et application avec la participation du plus grand nombre des pays, pour élargir la diffusion des pratiques l'Education Nouvelle

LES CEMEA ET L'IEEF

De notre point de vue l'utilité de l'IEEF doit se fonder sur des valeurs de respect de l'autre, de laïcité, de citoyenneté active, de justice sociale. Nous voulons contribuer, et l'IEEF peut le faire aussi, à la transformation des pratiques éducatives et sociales des parents, des enseignants, des éducateurs... et participer au développement de milliers d'enfants et de jeunes auprès desquels nous agissons tous pour construire une société de paix, d'égalité, de démocratie. Il ne s'agit pas de construire un espace d'élite, mais un outils pour la recherche et l'échange des expériences en Europe.

Quel' s valeurs nous voulons retrouver dans le travail de l'IEEF ? et comment ce valeur peuvent être des thèmes des travail ?

1. L'éducation est une, l'éducation est globale. Il n'y a pas d'un côté l'école qui se focalise sur l'apprentissage des métiers et de l'autre l'éducation non formelle qui s'occupe de l'humain, de son développement personnel. Il n'y a pas d'un côté un sujet et de l'autre un acteur social. Il n'y a pas d'un côté un projet professionnel et de l'autre un projet social.

L'éducation formelle et l'éducation non formelle constituent donc deux éléments indissociables et essentiels de l'éducation globale de tout individu tout au long de sa vie.

Il s'agit alors de tout ce qui permet à l'individu de se perfectionner, d'évoluer, de se réaliser dans la société où il vit. Il pourra d'autant mieux se réaliser dans cette société qu'il aura les moyens de comprendre son environnement, de le maîtriser et d'agir sur lui.

2. Il nous faut capitaliser et intégrer les acquis des CEMEA et des mouvement d'Education Nouvelle, par une approche pédagogique nouvelle, dans le cadre de l'étude du milieu pour tendre résolument vers une éducation environnementale centrée sur le concept de développement durable.

3. L'éducation à l'environnement n'est pas qu'une technique, c'est une question de relation : de relation à l'espace vécu, de relation à l'autre...dans une ouverture à une vision du monde plus large.

En effet, dans cet environnement de plus en plus hétérogène, divers et pluriel, où les identités apparaissent et où les minorités s'affirment. Nous redisons avec force notre attachement à la laïcité :

- la laïcité privilégie ce qui unit tous les êtres humains,
- elle vise à un monde commun en deçà des différences,
- elle fait appel à la raison et non au sentiment,
- elle permet d'établir des règles qui répondent à l'intérêt général,
- elle implique la liberté de conscience et de choix.

Nous devons considérer la laïcité en tant que valeur qui permet de transcender les particularismes. La laïcité, c'est la condition qui garantit à tous la possibilité d'être porteur de valeurs et de s'exprimer dans un cadre d'écoute et de respect. Elle a, selon nous, une portée universelle.

5. Il existe donc une interdépendance des conditions du développement.

Il n'y a pas de démocratie sans développement, il n'y a pas de développement sans démocratie. Pour qu'une démocratie quelle qu'elle soit se développe, fasse un pas en avant, il est nécessaire de faire évoluer tous les niveaux de la société – éducation bien sûr, mais aussi conditions de vie, justice, mobilité, santé – de la même manière que pour qu'un individu se développe, fasse un pas en avant, il est nécessaire de se préoccuper de son bien être, de sa sécurité, de ses compétences, du respect de sa personne...

6. Les innovations techniques ne constituent pas systématiquement un progrès culturel.

L'un de nos objectifs est de faire que le plus grand nombre en soit conscient. Sans cette conscience on aboutirait à une nouvelle forme de colonisation par une standardisation culturelle que nous ne désirons pas.

A travers la TV, le web...les nouvelles technologies on voit que Il y des différences importantes d'accès et d'utilisation aux nouvelles technologies. Ce constat conduit légitimement aux questions de l'égalité des droits, de la liberté d'expression et de la démocratie.

Ces différences se marquent de manière importante entre le Nord et le Sud, ou sur des territoires plus restreints, mais également au sein d'un même lieu.

7. L'existence de ces écarts renforce l'idée qu'une société marquée fortement par les TIC engendre voire amplifie les inégalités. Ce n'est qu'un projet politique et culturel fort qui peut garantir que les TIC soient porteuses de progrès social et démocratique.

Le travail à opérer sur les inégalités porte à la fois sur l'accès aux outils, sur les capacités cognitives et culturelles des personnes à travers des politiques de formation et sur la conception de contenus fondées sur des politiques d'édition..

8. L'éducation aux médias, dans les projets éducatifs, est tout aussi importante. En effet, si notre volonté est de favoriser le développement de citoyens actifs, responsables et critiques, plutôt que de consommateurs, il est nécessaire que ceux-ci soient formés tant à la production qu'à la réception des messages médiatiques.

L'éducation aux médias doit porter sur la connaissance des mécanismes de fonctionnement des médias (économique, technique, éditorial, psychologique...), sur le développement de l'esprit critique (mise à distance, analyse, choix...) et sur la familiarisation de leurs usages.

L'éducation aux médias est importante. Elle ne peut se faire qu'à la condition que les acteurs de l'éducation soient formés à la fois à une utilisation fonctionnelle des médias (éducation par les médias), mais aussi à une utilisation critique des médias (éducation aux médias).

LES STRATEGIES PLUS OPERATIONNELLES

1. L'IEEF pourrait être un outils pour mener une politique de développement de la présence du réseau EUCIS dans le monde

Le programme d'activités doit donner à chaque organisation une place réelle qui concourt à son renforcement et à sa reconnaissance. Et cela à travers des actions de projets liés à des réseaux qui soient autant sectoriels qu'identitaires (sur le plan pédagogiques, par exemple) mais qui servent, à terme, à créer des liens avec de nouveaux partenaires.

2. Redynamiser la présence et la qualité des interventions des associations sur leur territoire à travers un plan d'aide pédagogique, technique et de formation des responsables pour créer les conditions d'un véritable développement associatif en Europe. Des thèmes possibles :

- formations de responsables d'association (actuels et futurs) en articulant pédagogie et politique,
- les ADTS,
- la petite enfance,
- le développement durable,
- la pédagogie des rencontres interculturelles,
- l'éducation à la citoyenneté,
- l'éducation des jeunes aux médias.

3. Développer une politique de communication et d'information favorisant des relations inter-associatives et inter-réseaux plus fortes.

Nous imaginons un double objectif:

- un objectif de communication a travers l'IEEF à l'aide d'outils, de mémentos etc... permettant d'identifier les activités, les compétences, les besoins, les projets capitalisant les informations sur les associations, les réseaux avec lesquels nous sommes en contact.

- un effort de communication liée à une politique externe de recherche, des publications, projet de formation, études des cas concrète, etc qui en partent de la Plateforme de EUCIS oriente les travaux de l'IEEF

Conclusion

Je voudrais terminer sur quatre idées qui peuvent donner des pistes des réflexions sur le caractéristiques clés de l'IEEF :

Tout d'abord, il faut le répéter, il n'y a pas assez de recherche fondamentale sur les questions concernant le travail, la formation et la technologie. La recherche appliquée, quand il y en a, s'inscrit uniquement dans une logique de marché. Ainsi par exemple, partout dans le monde on introduit l'ordinateur à l'école sans savoir très précisément ce que l'on peut en attendre. **L'EEF doit s'ancrée dans la réalité avec des service et des recherches, des échanges, avec la constitution des banque de donnees, avec la mise à disposition des compétences pour la rédaction des dossier pour accéder à des financements européen. Le dialogue entre partenaire passe par la définition des conditions pour la mise en réseau des pratiques et des recherches. Dans cette direction l'IEEF peut être un levier de**

développent aussi d'actions locaux avec des partenaires institutionnelles : un sorte de trait-d'union entre l'Europe et la dimension locale.

Un second point important à mes yeux est que l'on considère les apprenants ou les étudiants comme des clients, comme des bénéficiaires, des utilisateurs, au mieux acteurs de leur éducation ou de leur formation. J'insiste sur le fait qu'ils doivent être avant tout les auteurs de leur formation, c'est à dire qu'ils doivent contribuer à définir les finalités, les contenus, les méthodes de leur formation. Auteurs, ils doivent l'être, à la fois sur un mode individuel et sur un mode collectif. **L'IEEF doit donc favorisé la mobilité des personnes, des idées et des bonnes pratiques en mettant les formateurs, les éducateurs, les enseignants dans la condition d'être acteurs de leur formation. Sans cette niveaux des mobilité il n'ya pas d'interaction entre les institutions et les intervenants.**

Troisièmement, les réflexions sur les motivations à apprendre est centrale et la question à se poser est celle de la création des conditions pour faciliter l'apprentissage. Mais il faut aussi observer que cette notion de motivation à apprendre marque la frontière entre le Nord et le Sud. Au Sud, on ne pose pas cette question, on se pose avant tout celle de comment trouver les moyens matériels pour assurer des structures éducatives. A mes yeux, cette notion de motivation rejoint celle de marketing, de recherche de clients, et d'incitation à la consommation. Et donc il faut la traite avec précaution. **L'EEF doit donc favorisé la production d'outils pédagogiques qui seront mise a disposition des éducateurs, des enseignants ect, Trop souvent on oublie que la pédagogie et la formation sont d'abord une question d'activités, un question de matériel, de créativité opérationnelle qui traduit des idées générales en diapositives vécue et concrets. L'Innovation pédagogique passe par la création d'outils qui ont derrière des stratégies éducatives.**

Enfin, pour dépasser la difficulté que je viens d'évoquer, il me semble capital dans le cadre actuelle de relier l'éducation toute au long de la vie avec la question de l'éducation non formelle. Non seulement car ce monde prendre de plus en plus de l'espace et il faut le métriser sr le plan éducatif mais aussi pour redonner un nouveau élan à l'éducation formelle même, qui est de plus en plus enfermée dans de logiques des production autoritaires. C'est un nouveau « pacte éducatif » qui il faut alimenter entre l'école publique, le monde associative progressiste pour promouvoir des opportunité de formation toute au long de la vie que peuvent aider les personnes a changer leur vie et a ne pas rester toujours dans un parking qui masque a peine leur exclusion. **L'IEEF peut représenter un élément de conjonction entre le mode de l'école et le monde de la société mettent à disposition aussi des formateurs, des spécialistes capables des développer des projet et des action. Etre en espace de formation pour le formateurs c'est important mais aussi important est de le faire avec le concours des membres qui ont depuis des années une expériences sur cet terrain. Et les CEMEA sont prêts a prendre la responsabilité.**

- *Stefano Vitale, membre du CA de la FICEMEA (Bruxelles, Paris) et de la Direction de la Fédération Italien des CEMEA (Florence), Président des CEMEA du Piémont (Italie). Docteur en Philosophie, formateur aux CEMEA depuis 1981, titulaire du BAFA et du BAFD en France. Professeur de pédagogie dans les Institut de Formation pour Educateurs Professionnels en Italie, à encadré nombreuse stages de formation internationales et projets de formations jeune et d'adultes. Directeur adjoint de la revue « école » est auteur des nombreuses articles sur les thèmes de l'éducation et la formation aussi en collaboration avec la revue Vers l'Education Nouvelle.*